



# Covid-19

**Ayons une attitude responsable**

Restons chez nous et appliquons les consignes données par le gouvernement. *La rédaction*

MALI

# 583

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 10 AVRIL 2020

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## 2<sup>ème</sup> TOUR DES LÉGISLATIVES

## Les défenseurs des Droits Humains demandent le report



**Mali : Boubou Cissé peut-il sauver l'année scolaire ?**



**Tentative de déstabilisation : Seyba Diarra au cachot !**

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

<b>Une</b>	2ème tour des législatives : Les défenseurs des Droits Humains demandent le report	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Législatives 2020 à Gao : Le mastodonte, Assarid Ag Imbarcawane, prépare son retour à l'hémicycle	<b>P.14</b>
	Accord pour la paix, redéploiement de l'armée malienne, tenue du premier tour des législatives : Mahamat Saleh Annadif se montre satisfait malgré le coronavirus	<b>P.14</b>
	Insécurité au Mali : Les FAMA victimes de la barbarie des ennemis de la paix à Bamba	<b>P.15</b>
	Crise malienne et violation des droits de l'homme : Rapport d'Amnesty International	<b>P.15</b>
	Coronavirus au Mali : Les prémices d'un confinement total au Mali	<b>P.16</b>
	Communiqué du Gouvernement sur la fermeture des écoles en République du Mali	<b>P.16</b>
	Terrorisme au Mali : Un hélico de la Minusma touché par des tirs dans le secteur de Douentza	<b>P.16</b>
<b>Actualité</b>	Mali : Boubou Cissé peut-il sauver l'année scolaire ?	<b>P.17</b>
	Mesures du ministre Ag Erlaf Contre Le COVID-19 : Faudrait-il essouffler la population ?	<b>P.19</b>
	La corporation syndicale des enseignants de Kayes et de Sikasso reste catégorique : « Pas de cours à distance sans l'application de l'article 39 »	<b>P.20</b>
	Situation humanitaire au Mali en 2020 : Ocha Mali exprime la possibilité d'augmentation du Plan de réponse humanitaire cette année	<b>P.21</b>
<b>Politique</b>	Résultats définitifs des législatives : 22 candidats valident leurs tickets	<b>P.22</b>
	2020 : "L'achat des consciences est le résultat d'une défiance des citoyens envers l'élite politique"	<b>P.23</b>
	Tentative de déstabilisation : Seyba Diarra au cachot !	<b>P.24</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Enfants talibés : Une maltraitance sous le couvert de la religion	<b>P.25</b>
<b>International</b>	Combat du FNDC, mesures sanitaires, violation des droits de l'Homme : Dr Faya livre sa part de vérité (interview)	<b>P.26</b>
	Coronavirus en France : Castaner évoque des "erreurs d'interprétation", Macron en réflexion pour la suite	<b>P.29</b>
<b>Sport</b>	Libéré de prison : Ronaldinho pourrait disparaître ... de FIFA 20	<b>P.30</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.16



P.19



P.23



## 2ème tour des législatives : Les défenseurs des Droits Humains demandent le report

De nombreuses organisations de défenseurs des Droits Humains dénoncent une parodie d'élection, s'inquiètent des menaces qui pèsent sur la démocratie malienne et demandent le report du second tour.



Il n'y a pas longtemps, les organisations des Droits de l'homme au Mali ont chaleureusement salué l'adoption, le 18 février 2020, par le gouvernement de la République du Mali du décret N°2020-0087/P-RM fixant les modalités d'application de la loi relative aux défenseurs des droits de l'homme adoptée le 12 janvier 2020. Cette avancée a valu à notre pays

des félicitations de nombreuses associations et organisations internationales de toutes natures dédiées à cette cause.

Dans le respect des missions qu'elles s'assistent, de nombreuses organisations regroupées dans le Réseau des Défenseurs des Droits Humains (RDDH) qui est une plateforme des organisations de la société civile qui fait la

promotion et la protection des droits humains au Mali, s'est prononcé sur la tenue du scrutin du 29 mars 2020 et le maintien du second tour programmé pour le 15 avril 2020.

Le constat de cette organisation de la société civile, apolitique est sans appel : « Le Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme (RDDH) composé d'une cinquantaine d'organisations de la société civile après analyse du processus électoral sur la base des rapports d'observation des différentes organisations de la société affirme que la démocratie est menacée. Le peuple malien assiste pacifiquement à une parodie d'élection placée sous « la bannière de la résolution numéro un du dialogue national inclusif

En effet, poursuit le Réseau « depuis la convocation du collège électoral le 22 Janvier 2020, l'une des premières préoccupations des différents acteurs étaient la sécurisation du processus électoral. A cette préoccupation est venue se greffer l'urgence sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus. ».

Le réseau, sur la base de ces fondamentaux fait alors part de ses constats et observations sur le déroulement de la campagne électorale au cours de laquelle :

- Aucun des acteurs n'a pu battre campagne selon les règles préétablies par la loi électorale
- Il a été enregistré des attaques contre les individus, des enlèvements de bien et de personnes, des menaces morts etc...
- Les candidats n'ont pas pu battre campagne à cause de l'insécurité à travers tout le pays (Nara, Koro, Bankass, Banamba, Macina et pratiquement tout le Nord du Mali).
- Deux candidats à Bankass et Koro ont signalé la situation sécuritaire fragile de leur localité pour battre campagne.
- A Nara, dans la région de Koulikoro, des candidats ont également signalé des incidents sécuritaires. Le convoi d'une candidate a été attaqué par des individus armés non identifiés à quelques mètres de la ville de Nara. La prétendante à la députation a crié sa colère et interpellé les autorités pour une meilleure sécurisation de la campagne.
- A Niafounké, le chef de file de l'opposition a été enlevé créant la stupeur et la psychose au sein des états-majors des partis politiques et des candidats indépendants.
- Face à la pandémie du Coronavirus les attroupements de plus de cinquante personnes



ont été interdits par le gouvernement alors que la campagne draine des foules. »

Ces constats qui auraient dû faire réfléchir les plus zélés des partisans de la poursuite des élections, n'ont rien changé à la marche forcée de IBK et de son gouvernement. Le Réseau regrette alors que « toutes ces anomalies n'ont pu amener les protagonistes à se raviser pour prendre la décision de suspendre le processus électoral. »

Les incidents du jour du vote ne sont pas moindres.

Ils sont sécuritaires : menaces de mort à l'encontre de la population et des personnes qui oseraient aller voter, enlèvement de matériel électoral et d'attaques de bureau de vote par des groupes armés, destructions de matériel électoral, enlèvements d'assesseurs et observateurs, fermeture de bureaux de vote, enlèvement de chefs de villages...

Les incidents relèvent aussi d'une fraude à large échelle d'ailleurs abondamment rapportés dans l'arrêt de la Cour constitutionnelle portant proclamation des résultats du scrutin du 29 mars 2020. Cerise sur le gâteau « Dans les grandes villes comme Bamako, Ségou, Sikasso, Kayes etc... l'achat des consciences et de votes se faisait au su et au vu de tout le monde comme en attestent des images diffusées sur les réseaux sociaux. »

La situation sanitaire a beaucoup préoccupé et retenu l'attention du réseau qui regrette que «

Face à la pandémie du Coronavirus, le dispositif sanitaire tel que promis par le gouvernement n'a pas été déployé partout. (Manque de masque de protection, de gants, de gel hydroalcoolisé etc...) L'utilisation multiple de l'encre indélébile par les citoyens. »

En conclusion, s'appuyant sur l'article 1er de la Constitution du 25 février 1992, qui dispose que « la personne humaine est sacrée et inviolable. Tout individu a droit à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne » et « Au regard de tous ces manquements le RDDH exhorte :

- les autorités au report du second tour du scrutin afin de mettre la période à profit pour corriger les dysfonctionnements et manque-

ments constatés

- Engager la réflexion avec tous les acteurs nationaux et internationaux pour sécuriser les élections. - Ne reprendre le processus qu'après la libération des otages et la fin de la pandémie - Exhorte les pouvoirs publics et la communauté internationale à s'impliquer avec détermination pour la libération du chef de file de l'opposition car il y va de l'honneur du Mali et de la communauté internationale. »

La voie de la raison de Réseau qui n'a aucun intérêt électoral ou politique à défendre et qui est au-dessus de tout soupçon sera-t-elle entendue ? Rien n'est moins sûr. **Voir Encadré.**

■ **Moctar Sow**





## **RESEAU DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME**

### **Communiqué de presse sur la tenue du scrutin du 29 Mars 2020**

Le Réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme (RDDH) composé d'une cinquantaine d'organisations de la société civile après analyse du processus électoral sur la base des rapports d'observation des différentes organisations de la société affirme que la démocratie est menacée. Le peuple malien assiste pacifiquement à une parodie d'élection placée sous « **la bannière de la résolution numéro un du dialogue national inclusif** ». Nous attirons l'attention de tous (acteurs nationaux du processus et communauté Internationale) sur les constats suivants :

En effet depuis la convocation du collège électoral le 22 Janvier 2020, l'une des premières préoccupations des différents acteurs étaient la sécurisation du processus électoral.

A cette préoccupation est venue se greffer l'urgence sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus.

#### **1. La Campagne**

- Aucun des acteurs n'a pu battre campagne selon les règles préétablies par la loi électorale
- Il a été enregistré des attaques contre les individus, des enlèvements de bien et de personnes, des menaces morts etc...
- Les candidats n'ont pas pu battre campagne à cause de l'insécurité à travers tout le pays (Nara, Koro, Bankass, Banamba, Macina et pratiquement tout le Nord du Mali).
- Deux candidats à **Bankass et Koro** ont signalé la situation sécuritaire fragile de leur localité pour battre campagne.
- A **Nara**, dans la région de **Koulikoro**, des candidats ont également signalé des incidents sécuritaires. Le convoi d'une candidate a été attaqué par des individus armés non identifiés à quelques mètres

de la ville de Nara. La prétendante à la députation a crié sa colère et interpellé les autorités pour *une meilleure sécurisation de la campagne*.

- *A Niafunké, le chef de file de l'opposition a été enlevé créant la stupeur et la psychose au sein des états-majors des partis politiques et des candidats indépendants.*
- *Face à la pandémie du Coronavirus les attroupements de plus de cinquante personnes ont été interdits par le gouvernement alors que la campagne draine des foules.*

Toutes ces anomalies n'ont pu amener les protagonistes à se raviser pour prendre la décision de suspendre le processus électoral.

## **2. Le jour du vote :**

Des incidents sécuritaires graves ont été rapportés :

- dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou plusieurs menaces de mort, des cas d'enlèvements de chefs de village, d'agents électoraux ont été signalés.
- des destructions de matériel électoral ont été constatées. Ces incidents ont sérieusement entaché le déroulement du scrutin dans ces localités
- dans le cercle de Ménaka, centre de vote d'Essaina M'Bahou le Président, les Assesseurs et une observatrice de la COCEM ont été enlevés avec le matériel électoral. Ils ont été relâchés sains et saufs dans l'après-midi du jour de scrutin.
- Dans le cercle de Tenenkou, région de Mopti, un chef de village a été menacé de mort si les élections se tenaient. Dans deux autres villages du même cercle, les bureaux de vote sont restés fermés à cause de l'insécurité. A Bonni, dans le cercle de Douentza, l'enlèvement des agents électoraux a été constaté, les bureaux de votes sont restés fermés.
- dans le village de Monzoga, cercle d'Ansongo (région de Gao), le matériel électoral a été brûlé et les agents électoraux enlevés.
- dans le cercle de Gao, centre de Farandjire, un individu possédant un lot de cartes d'électeurs a été interpellé ce qui a entraîné un arrêt momentané des opérations de vote.
- dans le cercle de Niafunké, région de Tombouctou, un chef de village et le Président du bureau de vote ont été enlevés.
- Dans les villages de Arabebe et Waki, cercle de Niafunké, les bureaux de vote n'ont pas ouvert. Dans la commune de Soboundou, cercle de Niafunké, la confiscation des cartes

d'électeurs des citoyens par des hommes armés à la veille du scrutin a été rapportée.

- Des menaces de mort à l'encontre de la population et des personnes qui oseraient aller voter le dimanche ont été notées.
- Des cas d'enlèvement de matériel électoral et d'attaques de bureau de vote par des groupes armés, notamment dans les communes de Bellen (Cercle de Ségou), de Yeredon-sayona et Sokolo, dans le cercle de Niono (région de Ségou), à Boni dans le cercle de Douentza (région Mopti), à Youwarou, Niafunké, Goundam, Tombouctou, etc.
- Dans un bureau de vote dans le cercle de Kolokani (région de Koulikoro), un assesseur s'est fait représenter par un mineur.
- Des cas de vote sans présentation de procurations ont été enregistrés dans plusieurs localités du Nord notamment à Ménaka, Kidal, Goundam, Diré et Gourma-Rharous.

Tous ces incidents ont été rapportés par les missions d'observation des organisations de la société civile.

Dans les grandes villes comme Bamako, Ségou, Sikasso, Kayes etc... l'achat des consciences et de votes se faisait au vu et au vu de tout le monde comme en attestent des images diffusées sur les réseaux sociaux.

### **3. La situation sanitaire :**

Face à la pandémie du Coronavirus, le dispositif sanitaire tel que promis par le gouvernement n'a pas été déployé partout. (Manque de masque de protection, de gants, de gel hydro-alcoolisé etc...) L'utilisation multiple de l'encre indélébile par les citoyens.

Au regard de tous ces manquements le RDDH exhorte :

- les autorités au report du second tour du scrutin afin de mettre la période à profit pour corriger les dysfonctionnements et manquements constatés
- Engager la réflexion avec tous les acteurs nationaux et internationaux pour sécuriser les élections.
- Ne reprendre le processus qu'après la libération des otages et la fin de la pandémie
- Exhorte les pouvoirs publics et la communauté internationale à s'impliquer avec détermination pour la libération du chef de file de l'opposition car il y va de l'honneur du Mali et de la communauté internationale.



En conclusion le RDDH rappelle l'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 25 février 1992, qui dispose que «*la personne humaine est sacrée et inviolable. Tout individu a droit à la vie, à la liberté, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne* »

Fait à Bamako le 7 Avril 2020

La Présidente



Bouaré Bintou Founé Samaké

### Issa Sangaré



Issa Sangaré à Collectif pour la Défense de la République C D R

Association Horonya : Selon les résultats définitifs proclamés par la Cour Constitutionnelle, il n'y aura donc pas de second tour dans les Circonscriptions électorales ci-après:

- Les quatre cercles de Kidal
- Cercle de Kayes
- Cercle de Tombouctou
- Cercle de Djenné
- Cercle de Menaka,
- Cercle de Bourem
- Cercle de Yelimané
- Cercle de Niono
- Cercle de Niafunké

Ce qui fait un total de 22 Députés élus dès le premier tour répartis comme suit:

- RPM: 10 Députés
  - URD: 4 Députés
  - ADP-MALIBA : 3 Députés
  - ADEMA-PASJ: 2 Députés
  - SADI: 1 Député
  - UM- RDA: 1 Député
  - YELEMA : 1 Député
- Bagadadj2020 Legislatives2020



### Ammy Baba Cisse



Aboubacar Sidick Fomba est avec Ammy Baba Cisse et 13 autres personnes.

Que de la diversion,rien a été déjoué une manière de nous faire oublier l'humiliation subi par le régime face à sa gestion scandaleuse du Corona virus ,de l'enlèvement du chef de file , de la

crise scolaire et de la tragédie de "Bamba" après la distribution des grades de généraux par complaisance. Nous attendons des généraux des actions visibles sur le terrain afin de sauver le Mali et non un régime. Le Mali est fatigué et nous n'avons plus besoin d'effusion de sang sous prétexte d'un coup d'État . Ce que nous demandons aux militaires c'est pas le coup d'État mais plutôt la traque des terroristes et des bandits armés afin de protéger les personnes et leurs biens.

### Keita Ousmane



Keita Ousmane à Les maliens unis pour le Mali

Keita OusmaneS'abonner

Le voici l'auteur et planificateur de coud d'État déjoué par la (DGSE)

Des compagnons du Général Amadou Haya Sanogo l'ex putsch de 2012 voulaient refaire le coud d'État.

Si nous sommes au bord de l'enfer a travers des différentes crises, le coud d'État allait nous conduire en enfer. La crise actuel elle mondiale.



### Ansongo Alhabar



Ansongo Alhabar à Collectif pour la Défense de la République CDR

URGENT !!! LA S.E AURAIT DÉJOUÉ UN AUTRE COUP D'ÉTAT QUI ÉTAIT EN COURS DE PRÉPARATION, LE CERVEAU DU PLAN SERAIT ARRÊTÉ ÉGALEMENT.

" Tentative de déstabilisation : Seyba Diarra au cachot !

Non contents du ridicule coup d'Etat de 2012 et tout le chaos dans lequel ils ont mis le pays, des amis du Général Amadou Haya Sanogo ont cru bon d'essayer de le refaire. Heureusement qu'un autre Général est là et ce dernier, comme toujours, veille au grain : Moussa Diawara. Il a mis le grappin sur les nostalgiques qui, désormais, méditent sur leur sort dans un lieu, pour l'instant, tenu secret.

Tout était quasi fin prêt et les auteurs n'attendaient que le moment opportun, à savoir l'après premier tour des élections législatives, pour passer, comme nous l'a confié une de nos sources, «aux choses sérieuses».

Le lieutenant Soyiba Diarra et ses hommes qui se réunissaient, régulièrement, à N'Tomikorobougou, chez un policier du nom de Mamadou N'Tji Traoré, croyaient avoir tout planifié et n'attendaient que de supposées contestations liées à la mauvaise organisation de l'élection des députés et la propagation de la pandémie à Covid-19 pour passer à l'acte.

Ils attendaient, patiemment, quand les fuites vinrent de leur propre camp. Un membre de la famille de Soyiba a «trop parlé». Une dame pour qui les choses étaient inévitables et qui devenait impatiente de goûter aux délices du «futur nouveau pouvoir» dans lequel elle devait occuper une position majeure.

Tous avaient ignoré la vigilance et la veille des services de la sécurité d'Etat qui disposent de professionnels, quotidiennement, dédiés à la tâche de la préservation de la quiétude des Maliens et de la stabilité de nos institutions. Une nouvelle fois, ils ont évité au pays le chaos dont personne ne pouvait imaginer la portée et les conséquences. Grâce à eux donc, aujourd'hui, le lieutenant Soyiba Diarra, un certain capitaine Bengaly (exerçant à l'aéroport lors du coup d'Etat de 2012) et un certain Dian Bagayo.



### Izi Diamond

Izi Diamond à Sans la confiance, l'amour n'existe pas. Tatou Solidarité

Ne vous pressez pas: vous aurez bientôt ce que vous cherchez. Avec les dérives des policiers, les frustrations, la faim, le chômage technique, la pauvreté et la maladie, la sauce sera bientôt prête, tout le monde sera servi, continuez à vous moquer des maliens.



### Badala news

Affaire avion présidentiel : Qu'attend Mamadou Sinsy pour nous éclairer. Si Mamadou Sinsy Coulibaly sait faire des tapages dans sa prétendue volonté de lutter contre la corruption au Mali, la réouverture du dossier de l'acquisition de l'avion présidentiel et de matériels militaires n'a suscité que d'amertume chez l'homme. Et pour cause, dans ce dossier, son ami et complice Soumeylou Boubèye Maïga est mouillé jusqu'au



cou.

Selon nos informations, la réouverture du dossier de l'avion présidentiel est très mal accueillie par le bouillant Mamadou Sinsy, autrefois intrépide défenseur de la droiture et de la justice. Mais aujourd'hui que des anciens ministres dont son mentor Soumeylou Boubèye Maïga sont cités et sur le point de rejoindre Mahamadou Camara eu taule, l'homme adopte un silence de cimetière.

L'année 2019 a révélé à la face de l'opinion malienne, un Mamadou Sinsy contre la corruption, évoquer la liste de vingt fonctionnaires qu'ils veut "les plus corrompus du Mali".

A l'époque, les tenants de la campagne mensongère avaient cru bon au classement annoncé dudit dossier, c'est pourquoi, ils n'ont pas hésité à publier sur les réseaux sociaux une ridicule liste de prétendus généraux milliardaires du Mali, tout en se croyant épargnés. Et cela dans le unique but de jeter l'anathème, vilipender et livrer à la vindicte populaire certains dignitaires du régime qui n'ont rien à voir avec ces dossiers de malversation.

Contre leur gré, le nouveau ministre de la justice et le procureur du pôle économique, sachant que le dossier ne pouvait pas être classé sans suite, le réactivent. Et subitement, ceux qui criaient "au voleur" se retrouvent sur la liste de prochains gros poissons en maille avec la justice.

A l'endroit du ministre de la justice et de son procureur, l'on ne peut que les encourager à aller au bout de ce dossier quelle que soit la pression et le dilatoire qu'ils auront à affronter. Ce dossier d'achats d'équipements militaires a occasionné un scandale particulier puisqu'il a servi à enrichir des individus sans scrupule au grand dam de la remise à niveau de l'équipement militaire du Mali.

Il faut que les grands défenseurs de la cause des pauvres, ont maintenant de quoi en parler. Ils sont d'ores et déjà attendus à la place publique.

Souleymane Kassaye



### Abdoulaye Diakite

Abdoulaye Diakite est avec Club-Amis Moumouny Fofana et 10 autres personnes.

Pourquoi Mara fait si peur? Parce qu'il incarne le changement dont le peuple malien a besoin. Mara député est un danger pour beaucoup de partis politiques qui sont capable de tout pour em-



pêcher cela. Le peuple souverain a le dernier mot et surtout un choix à faire être éclairé ou péril dans l'ombre. Cet homme mérite la confiance du peuple.



### Bouba Fané

#### MAUVAISE NOUVELLE !

Le juge a rejeté la demande de libération de prison de R.Kelly ! Il va donc rester dans cette prison où le Coronavirus fait rage. Il n'a pas eu la chance de 6ix9ine le pauvre.  
- Il a demandé d'être libéré et était même prêt à payer ce qu'il fallait ça n'a pas marché.  
- Il pleure ça ne marche toujours pas.  
- Il ne lui reste qu'à prier.  
Source : lexterieur



Au Mali ce qui manque à la majorité des maliens c'est la proposition de solution. Critique sans solution tue une nation

### RFI

URGENT - Coronavirus: le Premier ministre britannique Boris Johnson est sorti des soins intensifs



### Koba Sidy



Voici une image de la seconde guerre mondiale, un soldat qui porte un âne. Ce n'est pas parce qu'il aime les ânes ou bien une sorte de perversion. Le fait est que le terrain est miné et que si on laisse l'âne gambader comme il veut, il risque de tout faire sauter et tuer tout le monde. La morale de cette histoire est qu'en temps de crise les premières personnes qu'il faut prendre en charge se sont les imbéciles qui ne comprennent pas le danger et font ce qui leur plait !!!



### Elhadj Djimé Kanté

Mohamed Ould Mamouny, confiant. Coronavirus 16 patients guéris à ce jour (8 avril 2020). Bravo au personnel soignant, tous nos soutiens ! Que Dieu nous protège.



### Malick Konate

On peut m'expliquer pourquoi les malades suspects testés pour le COVID19 rentrent à la maison "en attendant les résultats des tests"?  
A connaît pas à demander !



Au total, 74 cas positifs de Covid19 enregistrés au Mali dont 7 décès et 22 patients guéris.

RPM seul a eu 4 députés à Kidal dès le premier tour des législatives 2020.

A ce jour, 09 avril 2020, les services de santé ont enregistré 15 nouveaux cas confirmés de #Covid19 au Mali, 00 décès et 06 patients guéris.

Malick Konate EDM fana saibai donedo wo

Mon Boua Choco est President avec Salif TRAORE comme ministre de la sécurité, mais Malick sèbè dôné dô. Personne n'a osé dire "Tchiègana".

Ko atè oubila bi wa atè oubila chini - walima abé walan sèmè.

Ko il ne va pas les libérer epicetout ou il va libérer tous les autres. Demission Sur La Table A suivre...

### Ammy Baba Cisse

Galedou Soumy est l'un des rares artistes dignes et engagés d'Afrique.



IBK ne sort plus en cette période de covid19. Il a tout chez lui.

### Didier Raoult

Ce n'est plus un secret, je viens de recevoir Emmanuel Macron. Je tiens à le remercier pour la confiance qu'il m'accorde. Je peux vous dire qu'après quelques verres de 51 nous avons bien refait le monde. Il est un grand fan de l'OM et il est parti en chantonnant " Buzyn Buzyn..."



### Idriss Deby Itno

Je suis de retour dans la capitale. Je remercie très sincèrement toutes les Tchadiennes et tous les Tchadiens ainsi que les frères et soeurs africains pour le soutien apporté à nos Forces de Défense et de Sécurité. La paix, la sécurité et la stabilité sont des valeurs sacrées.



### Forces Armées Maliennes



Un véhicule #FAMA a sauté, le jeudi 9 avril 2020, sur un #EEI. C'était sur l'axe #Koro\_Dinangourou (#Mopti), aux environs de 13h. Il s'agit d'un véhicule d'une mission administrative de la 52° #CIR de #Koro. Le Bilan provisoire fait état de 3 morts et de 2 blessés.

### Moussa Mara



Dans le cadre de l'anticipation d'un éventuel accroissement des malades au COVID 19, pensons à solliciter les pays anciennement ou actuellement touchés. Pour obtenir leurs surcapacités en équipements, matériels, consommables, tests.... Moussa MARA.

### mountagatall



CONSEIL DES MINISTRES PAR VISIOCONFÉRENCE. Le Gouvernement, pour se protéger contre le Coronavirus se barricade derrière les écrans. Bravo ! Au même moment, il envoie les maliens aux meetings et dans les bureaux de vote. Le droit à la santé et à la vie ne vaut-il pas pour tous?



### Alassane DIOP



Vous devriez dire:Merci à nos blouses blanches aux mains nues!Merci à nos militaires,policiers gendarmes et travailleurs présents sur le champ de l'honneur.Merci à tout ceux qui veillent,résistent,bataillent pour survivre.Merci à eux,Pas à vous !

WESTERN UNION

WU

MONEY TRANSFER

## Législatives 2020 à Gao : Le mastodonte, Assarid Ag Imbarcawane, prépare son retour à l'hémicycle



**A**ssarid Ag Imbarcawane, ancien député émérite, pétri d'expériences pour avoir été élu 20 ans d'affilée, avec des responsabilités dans le bureau de l'Assemblée nationale, prépare activement son retour à Bagdadji, place de la République. En effet, en 2013 après avoir remporté sur le terrain et sur les documents le scrutin législatif, Assarid a été victime de la Cour constitutionnelle.

Engagé et déterminé pour la cause du Mali dans les instances parlementaires africaines et internationales, Assarid Ag Imbarcawane était le Monsieur ACP-UE de l'Assemblée nationale. C'est là où des lobbies se manifestent pour condamner notre pays dans la gestion des minorités. Par sa clairvoyance et ses multiples soutiens à Bruxelles, Assarid avait déjoué beaucoup de complots contre notre pays, comme le professeur Aly Nouhoum Diallo l'avait fait, lors de l'irréductible rébellion Arabo-Touareg des années (1990-1995), "en ébranlant la certitude des européens". C'était à Bruxelles.

Assarid est un politique qui a travaillé avec Moussa Traoré, Alpha Oumar Konaré, Amadou Toumani Touré, IBK à l'Assemblée nationale. Idem avec Pr Dioncounda Traoré à l'hémicycle, à la présidence de l'Adema et à son cabinet actuel.

Un homme loyal, un patriote qui a toujours œuvré pour l'intérêt du Mali, Assarid maîtrise parfaitement les textes fondamentaux de la République (Constitution, Loi électorale, Charte des partis politiques, Code des collectivités, Règlement intérieur de l'Assemblée nationale...). En un mot, c'est un vrai procédurier. Il aime le travail parlementaire, il sait le faire avec le jeu politique qui sied, selon les circonstances.

C'est un mastodonte en politique, une bête politique pour certains, une intelligence politique pour d'autres. En tout cas, il a entamé sa marche pour retourner à l'Assemblée nationale, à l'issue du scrutin du 29 Mars. Avec son frère siamois, Arboncano Boubèye Maiga et l'épouse de l'ancien ministre Malick Alhousseini Maiga, la liste Adema-ASMA/CFP s'impose avec 48,63% contre 29,43% pour le duo RPM-CODEM.

Des résultats qui prouvent à suffisance qu'Assarid Ag Imbarcawane reviendra ragaillard à l'Assemblée nationale après le second tour prévu pour le 19 Avril. A suivre

■ El Hadj ChahanaTakiou

## Accord pour la paix, redéploiement de l'armée malienne, tenue du premier tour des législatives : Mahamat Saleh Annadif se montre satisfait malgré le coronavirus

**L**ors d'une vidéoconférence avec le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le mardi 7 avril 2020, Mahamat Saleh Annadif, envoyé des Nations Unies au Mali, a fait comprendre la poursuite des actions de la MINUSMA malgré la maladie à coronavirus.

Ramener la paix au Mali tout en se protégeant contre la pandémie du coronavirus, telle est l'ambition de la mission des Nations Unies au Mali. Selon Mahamat Saleh Annadif, malgré l'expansion de la pandémie dans le pays, sa mission poursuit l'exécution de son mandat, tout en respectant les mesures de prévention du gouvernement malien.

Toutefois, le chef de la MINUSMA précise : « Par décision du Secrétaire général, la rotation des contingents en uniforme a été suspendue jusqu'au 30 juin 2020. Toutefois, des exceptions peuvent être envisagées pour la mise en œuvre du mandat, avec des autorisations au cas par cas et respectant les périodes d'isolement et d'autres directives pour empêcher la propagation du virus. »

Salah a exprimé sa satisfaction de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Surtout avec la concrétisation du redéploiement des premières Unités reconstituées des Forces de défense et de sécurité maliennes dans le nord du pays, notamment à Gao, Tombouctou, Kidal et Ménaka. Au total, plus de 1.000 éléments ont été déployés dans le cadre de cette opération, depuis février 2020.

« La visite du Premier ministre dans les régions du Nord, notamment à Kidal, Tessalit et Aguelhok, est une démonstration de l'instauration d'un climat de confiance entre les parties signataires de l'accord », a indiqué le chef de la mission onusienne au Mali.

S'agissant de la tenue du premier tour des élections législatives, Mahamat Saleh s'est dit satisfait également. À l'en croire, malgré le contexte tendu combiné avec l'enlèvement du chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé, trois jours avant le jour du scrutin, ce premier tour a pu se tenir dans une atmosphère paisible.

Annadif a rappelé au Conseil de sécurité de l'ONU que depuis le 19 mars, les vols commerciaux vers le Mali ont été suspendus, les rassemblements ont été interdits et qu'un couvre-feu a été instauré entre 21 heures et 5 heures du matin.

■ B. TOGOLA



## Insécurité au Mali : Les FAMA victimes de la barbarie des ennemis de la paix à Bamba



Une position des FAMA, dans la localité de Bamba, cercle de Bourem, région de Gao, a fait l'objet d'une attaque terroriste violente ce lundi, 06 avril à l'aube. L'un des lourds bilans enregistrés en 2020. Selon les sources officielles, cette attaque a fait état d'au moins 25 morts, 06 blessés et d'une dizaine d'ennemis neutralisés.

Les renforts dépêchés dans la zone ont permis à nos FAMA de récupérer du matériel roulant. Le Gouvernement, condamnant avec la plus grande fermeté cette énième attaque lâche des terroristes, salue la bravoure et la détermination de nos vaillants soldats qui se sont battus pour repousser cette attaque. Il s'incline également devant la mémoire des victimes et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Par ailleurs, le Gouvernement informe que les FAMA sont plus que déterminées à engager une lutte sans merci contre les groupes terroristes. Ainsi pendant 3 jours, l'opération baptisée Saniya et planifiée par le secteur 4 de l'opération Maliko a porté ses fruits en deux jours d'exécution. Après avoir engagé les troupes au sol, l'aviation a été mobilisée. Le ratisage des localités de KONNA, AMBA, BATOUMA, et la fouille de la forêt de KELKA le dimanche 05 avril ont été probants. En plus des denrées alimentaires saisies, deux présumés terroristes ont été arrêtés. Au cours des fouilles au village de KONZA, le lundi 06 avril 2020, nos Forces de défense et de sécurité ont récupéré une ambulance, quatre téléphones et deux véhicules que les terroristes avaient camouflés. Il est à noter que depuis plusieurs semaines ces terroristes avaient commencé à implanter leurs bases dans ces localités. Ils s'adonnaient à des braquage et enlèvements des biens des populations. Toutes choses qui faisaient peser des menaces sur ces populations riveraines. Le Gouvernement salue cet engagement sans faille des Forces de défense et de sécurité dans l'offensive engagée contre le terrorisme dans notre pays. Enfin, il rassure que toutes les dispositions sécuritaires sont prises pour ramener la quiétude sur toute l'étendue du territoire national.

■ Bréhima DIALLO

## Crise malienne et violation des droits de l'homme : Rapport d'Amnesty International



D'octobre à décembre 2019, 200 civils ont été tués, 96 blessés et 90 enlevés au Mali. Amnesty International a rendu public hier, mercredi 8 avril 2020, son rapport annuel complet sur l'Afrique ainsi que la partie Afrique de l'Ouest et du Centre.

Ce document qui parcourt les cas de graves violations des droits de l'homme dans notre pays fait ressortir des chiffres qui font froid dans le dos. Il accable les groupes armés et les forces de sécurité.

Selon ce rapport, la situation sur le plan de la sécurité s'est fortement dégradée dans le centre du pays, notamment en raison de violences inter communautaires.

Les groupes armés et les forces de sécurité ont continué de commettre des atteintes aux droits humains. L'impunité persistait pour les crimes les plus graves. L'insécurité s'est traduite par de très fortes entraves au droit à l'éducation. L'interdiction des rassemblements pacifiques a été maintenue dans le centre-ville de Bamako. Il ressort de ce document que les atteintes aux droits humains se sont poursuivies dans la région de Mopti, en particulier avec la multiplication d'homicides perpétrés massivement contre des civils par des groupes armés et des « groupes d'autodéfense » autoproclamés.

Des exécutions extrajudiciaires et des actes de torture commis par l'armée ont aussi été signalés par l'ONU. À la fin de l'année, plus de 200.000 personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays, d'après les chiffres de l'ONU (leur nombre avoisinait les 120 000 en janvier 2019).

Selon ce rapport, en décembre, l'expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Mali a déclaré : « La situation sécuritaire au Mali a maintenant atteint un niveau critique, avec une présence limitée des institutions de l'État dans certaines régions, des violences sur fond de tensions communautaires et des attaques terroristes de plus en plus meurtrières contre les forces de sécurité, ainsi que les civils ».

■ Tougouna A. TRAORE



## Coronavirus au Mali : Les prémices d'un confinement total au Mali



Les marchés fermés tous les jours à 16 heures, les alimentations à 19 heures et les boutiques de proximité à 20 heures. Après l'instauration d'un couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national de 21 heures à 5 heures du matin et le changement des horaires de travail soit de 7 heures 30 minutes à 14 heures du lundi au jeudi et le vendredi de 7 heures 30 à 12 heures, le Gouvernement vient de décider des horaires d'ouverture et de fermeture des marchés et boutiques. Face à la pandémie du coronavirus, plusieurs pays ont opté pour le confinement des populations afin de réduire les cas de contamination.

Dans certains pays comme la France, l'Espagne ou l'Italie, tous gravement touchés par la maladie, les populations sont confinées depuis plusieurs jours. Au Mali, la mesure semble impossible à prendre compte-tenu des conditions de vie des populations dont 80% vivent au jour le jour. Mais un semblant de confinement s'est installé à travers la décision relative à l'instauration du couvre-feu.

La méthode qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le covid-19 est de l'avis de plusieurs observateurs, sans intérêt en ce sens que plusieurs opérateurs économiques, restaurateurs pour la plupart, s'appauvrissent. En plus du couvre-feu, le Gouvernement vient de décider des horaires d'ouverture et de fermeture des marchés sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi à travers une décision prise par le Ministre du Commerce, M. Mohamed Ag Erlaf, il nous revient que pendant la période allant du 07 avril au 30 juin 2020, les marchés de détail, de légumes et de bétail s'ouvriront du lundi au dimanche à 06 heures pour se fermer à 16 heures.

## Terrorisme au Mali : Un hélico de la Minusma touché par des tirs dans le secteur de Douentza

Une attaque qui relance les interrogations sur le crash du super Tucano des Famas. L'information relative à cette attaque sur un hélicoptère de type (MD500) de la Minusma en mission dans la zone de Douentza a fait le buzz sur les réseaux sociaux dans la journée de mercredi. L'avion a été touché à plusieurs reprises sans perdre son équilibre. L'attaque confirmée par le bureau de la communication de la MINUSMA s'est déroulée le même jour du crash du super Tucano de l'Armée de l'Air du Mali. Les deux avions avaient survolé la même zone si l'on se réfère aux informations.

## Communiqué du Gouvernement sur la fermeture des écoles en République du Mali



### COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT DU MALI

Le Gouvernement de la République du Mali, sur proposition du Ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique informe les parents d'élèves, les élèves, les étudiants, les enseignants et toute la communauté éducative du Mali que les écoles publiques, privées et confessionnelles (maternelles, fondamentales 1 et 2, secondaires et supérieures) y compris les medersas resteront fermées du 09 avril 2020 au 09 mai 2020, pour raison de la pandémie de la maladie à Coronavirus (COVID-19).

Des dispositions seront bientôt prises pour assurer la continuité pédagogique au bénéfice des apprenants.

Le Gouvernement rappelle à tous l'impérieuse nécessité d'observer toutes les mesures de prévention édictées, surtout les mesures-barrières pour se protéger efficacement contre la maladie à Coronavirus.

Bamako, le 08 avril 2020

Le Gouvernement

Le ministre de la communication, porte-parole



« Le 7 avril, vers 10 h 20, des éléments armés non identifiés ont attaqué l'hélicoptère de la MINUSMA à environ 13 km au nord-ouest de la ville de Douentza, commune Debere, cercle de Douentza. L'hélicoptère avait volé de Tombouctou en mission de reconnaissance aérienne vers le village d'Anakila, commune de Diankabou, cercle de Koro, région de Mopti, lorsqu'ils ont observé des mouvements suspects d'une quinzaine d'éléments armés sur 8 à 10 motos sur la route allant de Douentza à Bambara-Maoudé (Tombouctou Région). Alors que l'hélicoptère volait pour une reconnaissance plus rapprochée des mouvements, les éléments ont tiré à partir de fusils sur l'hélicoptère près des coordonnées 15 7 '30.947 N 2 59 '20.941 W » ... MINUSMA. L'hélicoptère a riposté et est retourné à Douentza après avoir manqué de petites munitions.





## Mali : Boubou Cissé peut-il sauver l'année scolaire ?

La grève des syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2016 a profondément bouleversé le déroulement de l'année scolaire 2019-2020. Malgré la satisfaction par le Gouvernement de la quasi-totalité des points de revendications dont la dernière en date est la prime de résidence accordée aux enseignants du Fondamental, du Secondaire et de l'Education spéciale, les autorités maliennes et les syndicats grévistes n'arrivent point à s'accorder. La faute à la non-application aux enseignants de l'article 39 de la loi N°2018-007 Du 16 JAN 2018 qui accorde 20% d'augmentation de salaire aux fonctionnaires de l'Etat et du secteur privé. Rien n'indique que les deux parties, Gouvernement et Syndicats signataires, vont pouvoir s'entendre avant la fin de l'année scolaire 2019-2020. Le recrutement par le premier de 15.300 enseignants volontaires pour suppléer pendant six mois l'absence des grévistes, la suspension des salaires des mois de février et mars 2020 des grévistes ont contribué à radicaliser les positions des deux parties. La fermeture officielle de toutes les écoles du Mali jusqu'au 09

mai 2020 pour cause de Coronavirus est un impondérable qui vient mettre en péril le programme du Gouvernement que la perspective d'un enseignement à distance ne semble pas en mesure de juguler.

Le Premier ministre Boubou Cissé est actuellement dans de beaux draps en ce qui concerne la gestion de la crise que traverse l'école malienne depuis la réouverture des

classes en octobre 2019. En rupture avec les syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2016 qui sont, de fait, dans la logique d'une grève illimitée jusqu'à la satisfaction de leur revendication, la stratégie du Premier ministre pour tenter de sauver l'année scolaire 2019-2020 est sérieusement compromise. En effet, Boubou Cissé, qui avait misé sur le pourrissement de la grève des enseignants grévistes en espérant les avoir à l'usure, est contrarié dans son projet par l'épidémie de Coronavirus qui se répand de jour en jour au Mali. Pour contrer l'expansion du Covid-19, le Gouvernement du Mali vient de décider de prolonger d'un mois la fermeture de toutes les écoles de tous les ordres d'enseignement du Mali,





c'est-à-dire jusqu'au 09 mai 2020. Cette fermeture prolongée met automatiquement au chômage les 15 300 enseignants volontaires qui étaient censés suppléer les enseignants grévistes pour les six derniers mois de l'année scolaire 2019-2020. Du coup, il ne reste plus comme arme entre les mains de Boubou Cissé que la suspension des salaires entamée depuis le mois de février 2020 et que certains ont qualifiée de violation de toutes les lois du travail en République du Mali et au plan international. Cependant, la capacité de résilience des enseignants grévistes qui ont jusque-là tenu bon, pourrait être mise à mal par la fermeture des écoles car beaucoup d'enseignants arrondissaient leurs fins de mois en enseignant dans les écoles privées épargnées par la grève. Si la fermeture des classes perdurait, et rien n'indique qu'elle ne le sera pas compte tenu du Coronavirus qui n'a pas encore atteint son pic au Mali, la plupart des enseignants seraient à court de ressources pour vivre.

Cependant, Boubou Cissé et son Gouvernement ne pourraient tirer aucun bénéfice de cette situation aussi longtemps que les écoles resteraient fermées. Ainsi grévistes et Gouvernement seraient dos à dos, la faute au Coronavirus. Cette situation pourrait paradoxalement favoriser un rapprochement des deux parties, les enseignants faute de ressources financières et le Gouvernement pour se donner un peu de répit. Pour autant Boubou Cissé ne se sortirait pas des problèmes car il ne servirait à rien de se réconcilier avec les Syndicats signataires du 15 octobre 2016 si les classes demeuraient fermées. Tout n'est

pas perdu pour autant car le Gouvernement réfléchit actuellement à la faisabilité de cours à distance (internet, radio, télévision) en partenariat avec des plateformes installées au Mali dont certaines sont déjà très avancées car possédant des modules sur les programmes des trois ordres d'enseignement au Mali, c'est-à-dire le Fondamental, le Secondaire et le Supérieur.

L'enseignement à distance pourrait être un palliatif à l'arrêt des cours en classe. Cependant, d'énormes difficultés se posent quant à sa faisabilité pleine et entière. En effet, l'accès à l'électricité, à l'internet et à la téléphonie est très faible au Mali. Ainsi des millions d'élèves dans de vastes zones en milieu rural pourraient être exclus de l'enseignement à distance. En plus les outils indispensables à cet enseignement que sont les téléphones portables, les postes téléviseurs, les ordinateurs et

autres tablettes ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Le risque est donc de voir se développer un enseignement sélectif au profit des nantis et des zones urbaines. Par ailleurs, très peu de foyers maliens se prêtent à l'enseignement à distance. En effet, la promiscuité qui est le lot de la plupart des familles maliennes est un obstacle majeur à l'apprentissage à distance car les apprenants sont susceptibles d'être, à tout moment, perturbés alors que la concentration doit être maximale pour ne pas perdre le fil des cours. Si l'on ajoute à cela les coupures permanentes de l'électricité et l'arrivée dans deux mois de l'hivernage au Mali, on mesure les obstacles à un enseignement à distance.

Des mesures de substitution existent donc mais, on le voit, elles sont sujettes à trop d'impondérables pour produire le meilleur effet. La difficulté de procéder à des contrôles est une difficulté supplémentaire alors qu'ils sont indispensables pour décider du passage en classe supérieure. L'organisation des examens de fin d'année dans ces conditions paraît totalement impossible car il sera très difficile d'assurer la sécurité et la moralité des copies. Ainsi on se demande avec toutes ces inconnues comment Boubou Cissé et son Gouvernement pourraient sauver l'année scolaire 2019-2020. Le Coronavirus vient compliquer davantage une situation qui était très mal partie depuis le début des classes en octobre 2019. Aucune prévision ne peut être fiable en temps de Covid-19 dont nul ne peut savoir quand il pourra prendre fin.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



## Mesures du ministre Ag Erlaf Contre Le COVID-19 : Faudrait-il essouffler la population ?

Dans sa volonté de protéger la population malienne contre une éventuelle propagation du coronavirus, le gouvernement ne minimise aucun détail. C'est dans cette optique que le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mohamed Ag Erlaf, a décidé de définir les heures d'ouverture et de fermeture des marchés de détail, de légumes et de bétail, les alimentations, les supermarchés et les boutiques de proximité.

**D**epuis l'enregistrement du premier cas dans notre pays, les initiatives se multiplient pour limiter la propagation de cette pandémie à coronavirus. La présente décision du ministre de l'Industrie et du Commerce s'inscrit dans ce cadre. Même les pays qui ont un système de santé efficace sont débordés par la montée fulgurante de la courbe avec son corolaire de décès. L'équation devient inéluctablement très difficile à équilibrer. Dans cette décision, les heures d'ouverture et de fermeture des marchés de détail, des légumes et du bétail sont fixées comme suit : du lundi au dimanche de 6 heures à 16 heures. En ce qui concerne les alimentation et super-

marchés, c'est du lundi au samedi de 8 heures à 19 heures. Pour les boutiques de proximité, elles seront ouvertes tous les jours et ce de 6 heures à 20 heures. Ce qui veut dire les Maliens doivent s'approvisionner avant les heures indiquées.

Cette décision drastique du ministre de l'Industrie et du Commerce n'est pas sans conséquence sur l'économie du pays. La question qui hante les esprits des Maliens est de savoir comment les autorités vont faire pour respecter cette décision. A quelle sanction les contrevenants s'exposeront ? Les Maliens sont réfractaires au changement. Certaines personnes continuent de transgresser les me-

sures restrictives notamment le couvre-feu. Il n'est pas rare malheureusement de constater que certaines personnes continuent à s'asseoir devant leur porte pendant les heures indiquées.

Pour mieux faire fléchir les populations, le gouvernement doit les accompagner en cette période de crise sanitaire généralisée.

Malgré la ferme détermination des agents de santé, le nombre de personnes atteintes de coronavirus ne cesse d'augmenter. La chaîne de contagion de cette maladie à coronavirus est très rapide. Son terreau favori reste les lieux à forte concentration. Les Maliens doivent encore incorporer à leur comportement quotidien ces mesures barrières édictées par le gouvernement. Toute chose qui prouve qu'un accent particulier doit être mis sur la sensibilisation. A ce jour aucun vaccin ni de traitement efficace n'est disponible. Cette maladie est en train de faire des ravages à travers le pays.

Dès l'annonce de la nouvelle, les commerçants détaillants ont exprimé leur inquiétude. Selon Ibrahima Maiga, le gouvernement doit soutenir les commerçants détaillants en cette période de crise sanitaire.

■ IBRAHIM SANOGO



## La corporation syndicale des enseignants de Kayes et de Sikasso reste catégorique : **“Pas de cours à distance sans l’application de l’article 39”**



**E**n cette période du covid-19, toutes les écoles publiques et privées restent fermées. En vue d’assurer la continuité pédagogique, le ministère de l’Éducation nationale, de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a envisagé de faire les cours à distance. Sans aucunement tergiverser, la corporation syndicale de Kayes et de Sikasso n’a pas manqué de réponse à cette décision.

Entrant dans le cadre de la continuité pédagogique, le département ministériel de l’Éducation nationale, de l’Enseignement supérieur, et de la Recherche scientifique a pris, courant le 3 avril, une décision portant sur la dispensation des cours à distance dans les écoles maliennes. Cela, à travers des médiums : télévision, radio, internet et autres réseaux sociaux.

D’ores et déjà, la position des syndicats de l’éducation nationale signataires du 15 octobre 2016 de Kayes et de Sikasso est claire : pas « de cours à distance sans l’application de l’article 39 » de leur statut.

Dans un communiqué datant du mardi 7 avril, les syndicalistes de Sikasso se sont exprimés

sur la question : « Dans sa lettre N° 0391 MENESRS/SG, le ministre de l’Éducation nationale s’est, pour la première fois, lancé dans une aventure sans issue à travers les cours à distance. Nous, syndicats, n’avons ni de près, ni de loin, été joints à cette prise de décision, en tant qu’acteurs de l’éducation. Cette initiative n’est ni plus ni moins qu’une fuite en avant, une mascarade visant à achever l’école publique devenue agonisante des pauvres ».

Les syndicats poursuivent leur déclaration en ces termes : « Conscients de notre responsabilité dans la construction de l’édifice nationale, voire du fait qu’aucune nation ne peut se bâtir sur des violations de textes légaux du pays, nous, syndicalistes de Sikasso, demeurons concentrés sur notre objectif principal. Celui du règlement définitif de la question de l’application de l’article 39 de notre statut. »

Ils précisent : « Cela est et demeurera notre condition de participation à toutes les activités professionnelles ou pédagogiques du pays ». Les syndicalistes de la cité des rails (Kayes) s’alignent derrière la même position que leurs camarades de Sikasso. « Nous syndicalistes de Kayes, refusons catégoriquement d’accom-

pagner le ministère de l’Éducation nationale dans son projet de cours à distance. En réalité, ajoutent-ils, ce dispositif du ministre d’assurer la continuité pédagogique des cours est un moyen “subtil” pour les autorités en charge de l’éducation de saboter notre lutte syndicale. Celle visant l’application stricte de l’article 39 de la loi n° 007 du 16 janvier 2018 ».

La corporation syndicale de Kayes est sûre que ces cours à distance ne pourront aucunement remplacer les enseignements qui se font en classe par les pédagogues. Ils soutiennent que le nouveau système brille par son insuffisance dans certains pays. Ce qui les amène à parler d’une véritable théâtralisation de l’éducation malienne à travers l’application de ce mode de dispenser les cours par des médiums. « Ces mesures ne sauraient être palliatives à la grève des enseignants », ont-ils martelé, appelant les autorités maliennes à œuvrer dans l’intérêt des élèves et non à faire le « faux-fuyant » devant les problèmes que connaît le secteur de l’éducation.

■ **MAMADOU DIARRA**

# Situation humanitaire au Mali en 2020 : Ocha Mali exprime la possibilité d'augmentation du Plan de réponse humanitaire cette année



**D**ans son communiqué de presse du 7 avril 2020, Ocha Mali explique les raisons de l'augmentation du nombre de personnes dans le besoin humanitaire en 2020. Avec l'apparition de la pandémie du coronavirus, l'organisme humanitaire des Nations Unies exprime la possibilité d'augmentation du Plan de réponse humanitaire cette année.

390 millions de dollars, telle est la somme demandée par la communauté humanitaire au Mali pour couvrir les besoins humanitaires en 2020. Selon Ocha Mali, cet appel s'effectue dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire (PRH). À travers ce financement, c'est 3,6 millions de personnes qui seront prises en charge. Ce chiffre révèle une augmentation de « 1,3 million de plus qu'en 2019 à la même période ». « Cette augmentation s'explique par la persistance des conflits et l'instabilité sécuritaire notamment dans la région transfrontalière du Liptako-Gourma combinée aux effets des poches de sécheresse et des inondations », explique Ocha Mali qui poursuit en précisant que « Ces fonds serviront à sauver des vies, faciliter l'accès aux services sociaux de base, assurer la protection des populations et renforcer leur résilience ».

Avec la situation du coronavirus dans le pays, cette somme pourrait augmenter. « Avec cette nouvelle donne, la réponse humanitaire va demander plus de ressources financières afin de répondre de façon adaptée aux besoins vitaux des personnes affectées par les conflits et les

aléas climatiques, mais également de mener des actions de prévention et de prise en charge des cas de COVID-19 », indique-t-on dans le communiqué.

Pour sa part, Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordinatrice Humanitaire pour le Mali, a souligné qu'« Avec l'accroissement continu des besoins humanitaires au Mali, il est aujourd'hui impératif d'intensifier la réponse humanitaire tout en trouvant des solutions adéquates aux causes profondes des vulnérabilités des populations. » Elle a poursuivi ses propos en ces termes : « De plus, la communauté humanitaire est aujourd'hui mobilisée pour soutenir les actions visant à arrêter la propagation du COVID-19 afin de prévenir une aggravation de la situation humanitaire déjà préoccupante avec un quart de la population dans le besoin ».

Ocha Mali, à travers son communiqué, précise la particularité de cette année. À l'en croire, il s'agit du début d'un « Cycle de Programmation Humanitaire couvrant la période allant de janvier 2020 à décembre 2022. »

L'organisme humanitaire des Nations Unies souligne que le Plan de Réponse Humanitaire s'inscrit dans « une logique de coordination renforcée et alignée sur la planification nationale notamment à travers le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023) et selon les nouvelles directives du cadre de coopération des Nations Unies avec le Gouvernement du

Mali pour le développement durable (UNSDCF 2020-2024). »

Toutefois, Ocha Mali rappelle la gravité de la situation humanitaire au Mali. À l'en croire, en raison des violences liées au conflit, le Mali comptait 218 536 de déplacés internes en février 2020 contre 84 500 il y a un an. « Avec l'insécurité grandissante dans la région du Liptako-Gourma, le Mali accueille depuis le début de cette année plus de 7 500 réfugiés nigériens et burkinabés », rappelle-t-on également avant de préciser que des pays voisins accueillent aussi des Maliens. Plus de 4 000 réfugiés maliens, dont 2 777 enregistrés sont rentrés du Burkina Faso, précise-t-on.

Le nombre des personnes souffrant d'insécurité alimentaire sévère est passé de 548 644 en mars 2019 à 1,3 million en mars 2020, explique Ocha pour ensuite indiquer que 3,6 millions de personnes sont en insécurité alimentaire modérée.

Cet organisme humanitaire des Nations Unies au Mali a saisi l'occasion pour rappeler que sur les 324 millions de dollars recherchés en 2019 dans le cadre du Plan de réponse humanitaire, seul 167 millions de dollars ont été mobilisés au 31 décembre 2019. Malgré ce financement à hauteur de 52 pour cent, 1,3 million de personnes ont pu être assistées.

**■ FOUSSENI TOGO**

## Résultats définitifs des législatives : 22 candidats valident leurs tickets

Il ressort de l'arrêt du 9 avril 2020 de la Cour constitutionnelle que 22 candidats ont obtenu leurs tickets pour l'Assemblée nationale à l'issue du premier tour des élections législatives tenu le 29 mars 2020. 125 sièges restent à pourvoir, ce qui sous-entend que les autres candidats doivent batailler fort pour siéger à l'hémicycle.



Le nombre d'électeurs inscrits est de 7 663 464 pour 2 738 428 votants. Le taux de participation est de 35,73%. Certaines têtes de proue se sont démarquées de leurs poursuivants directs pour se faire élire dans leur circonscription électorale. Il s'agit notamment de Mamadou Cissé dit Bagagnoa, Aliou Bouba-

car Diallo, Bano Diawara, Marthe Diawara, Modibo Kane Doumbia, Diadié Ba, Ayina Coulibaly, Amadou Araba Doumbia, Sékou Abdoul Quadri Cissé, Baber Gano, Soumaila Cissé, Dédéou Traoré, Mohamed Ag Bibi, Mohamed Ag Intallah, Aicha Belco Maiga, Mohamed Ould Mataly, Aissata Alassane Cissé, Bajan Ag Hamatou,

Choghib Ag Attaher.

Au regard de l'analyse de ces résultats définitifs, plusieurs caciques de la classe politique malienne vont devoir repartir mobiliser leurs électeurs pour prétendre occuper les sièges à l'hémicycle. Des duels farouches sont attendus dans certaines circonscriptions électorales.

Dans la circonscription électorale Kolondiéba, Oumar Mariko et son colistier vont en découdre avec la liste RPM-URD conduite par l'ancien directeur général de l'ORTM Sidiki N'Fah Konaté. Un duel est également attendu dans la circonscription de Dioïla où Mamadou Diarrassouba et ses colistiers vont croiser le fer avec la liste du Modéc. Malgré son statut de tenant du perchoir, Issiaka Sidibé n'a pas pu passer dès le premier tour. Toutes choses qui ont mis en doute sa capacité à pouvoir fédérer les populations du Méguétan.

En commune II, Karim Keita est recalé par la liste URD-CODEM-MPR. La bataille s'annonce rude également en Commune IV où Moussa Mara et Assane Sidibé doivent forcément se démarquer de Hamadi Sangaré et Ibrahim S. Fofana qui sont en train chaque jour de prendre du galon en termes de soutien d'autres formations politiques de l'EPM.

La liste RPM-APR conduite par le sulfureux Moussa Timbiné est arrivée en tête au premier tour en Commune V. Au second tour, ils doivent carbrer fort pour valider leur ticket d'entrée à l'Assemblée nationale devant une liste Adema-URD-ADP-Maliba.

Par ailleurs, Dans la circonscription de Mopti, la liste Adema Pasj-Urd-Rpm et la liste Yèlèma-Ps Yelekura-UDD vont se départager au second tour. Dans la circonscription de Tominiyan (Ségou), l'alliance Asma-Cfp-UDD-MPM et la liste Adema Pasj-PCR-Ps Yelenkura vont s'affronter au deuxième tour.

Selon les résultats définitifs, il n'y aura donc pas de second dans les circonscriptions électorales ci-après : Les 4 cercles de Kidal, le cercle de Kayes, le cercle de Tombouctou, le cercle de Djenné, le cercle de Ménaka, le cercle de Bourem, le cercle de Yelimané, cercle de Niono et le cercle de Niafouké. Ce qui fait un total de 22 députés élus dès le premier tour répartis comme suit : RPM 10 députés, URD 4 députés, ADP Maliba 3, Adéma PASJ 2 députés, Sadi 1 député, UM-RDA 1 député, Yèléma 1 député.

■ IBRAHIM SANOGO

# Législatives 2020 : “L’achat des consciences est le résultat d’une défiance des citoyens envers l’élite politique”

**L**e combat pour éradiquer « l’achat des consciences » de la scène politique malienne semble voué à l’échec. Le clientélisme électoral semble avoir même de beaux jours devant lui tant il est intériorisé à la fois par les hommes politiques et les citoyens. Dans cette deuxième partie de notre interview, Lamine Savané, enseignant-chercheur à l’Université de Ségou, et chercheur post-doctoral Goethe Francfort/Main (Allemagne) et Point sud (Bamako) au projet PAPA (Pilot African Postgraduate Academy), partage ses réflexions sur l’achat des consciences.

## Comment expliquez-vous « l’achat des consciences » des électeurs par les candidats ?

Nous avons esquissé quelques réponses lors de notre précédent entretien. La sur-monétarisation des formes quotidiennes de sociabilité (Jean-Pierre Olivier de Sardan) sert de socle à « l’achat de conscience ». La relation clientélaire tire donc sa légitimité de la banalité des solidarités primordiales en vigueur dans nos sociétés (le prix du cola, donner les frais de taxi à sa cousine, etc.) et qui sont monétaristes. Mais, je crois aussi que la persistance de « l’achat des consciences » au niveau des citoyens tient au fait que les populations sont convaincues que les élites politiques sont fondamentalement corrompues. Or, on ne peut les blâmer quand on voit le train de vie des institutions de la République, ou de certains fonctionnaires d’État. Ils estiment donc, tout naturellement, qu’ils récupéreront leur part du dénier public qui leur a été confisqué.

C’est assez complexe que vous ne le croyiez, car il faut toujours se méfier d’une vision manichéenne d’un fait social. Mais on peut affirmer que « l’achat des consciences » est le résultat d’une défiance des citoyens envers l’élite politique. Il est intéressant d’approfondir l’imaginaire populaire que les citoyens ont de l’acteur politique au Mali. N’a-t-on pas l’habitude de

qualifier le politicien de tricheur « politiqui mogu » ? Ce qui signifie vulgairement l’homme politique, en bamanakan, a une connotation très négative. Cette représentation que les citoyens ont de l’homme politique contribue à saper la relation de confiance qu’il peut y avoir entre les électeurs et les élus. Or, rien n’a été entrepris par les décideurs politiques pour rétablir cette relation de confiance. Au contraire, depuis l’avènement de la démocratie, les périodes d’élection contribuent à renforcer ce sentiment anti-élite, les projets de sociétés sont relégués au second plan par la distribution des pièces sonnantes et trébuchantes. A cela, s’ajoutent toutes les promesses faites aux électeurs (construction d’écoles, d’hôpitaux, etc.), par les députés candidats tout en sachant bien qu’ils n’ont pas de budget pour cela. Ils exploitent la méconnaissance du rôle du député par une grande majorité de la population. En procédant ainsi, les hommes politiques se rendent d’une certaine façon coupables aux yeux des citoyens qui se disent donc être dans leur droit de recevoir leur part du « gâteau ».

## Selon vous, comment lutter contre l’impact de l’argent dans les élections ?

C’est une question pertinente. Mais si j’avais une réponse toute faite à la question, je serais ravi de vous la donner. Je ne suis pas juriste, mais je crois qu’en premier lieu la lutte contre

« l’enrichissement illicite » ne doit pas être un simple slogan, mais une volonté manifeste des gouvernants. Les efforts si minimes soient-ils du ministère de la Justice et du pôle économique sont à saluer sur ce point, même si on peut discuter de la question d’une justice sélective. En deuxième lieu, il faut plus d’éducation et de références morales. D’éducation, car l’école reste la seule institution à permettre à un individu de se soustraire à la pression religieuse, communautaire ou parentale. La société malienne souffre énormément du manque de référence morale. Car la référence pour les jeunes, c’est d’avoir une voiture 4\*4, une villa, un verger (les 3 V) pour reprendre les termes de Jean-Loup Amselle, le tout sans avoir à travailler comme le voisin d’à côté. Dans ces conditions, il n’est pas étonnant que « l’enrichissement illicite » soit banalisé.

## Donc, pour vous, le combat contre la corruption politique est perdu d’avance ?

La corruption politique n’est pas l’apanage du Mali, elle existe dans tous les pays du monde. Mais ce qui est frappant, c’est qu’elle est presque institutionnalisée au Mali, car aucun pan de la société n’y échappe. Ce n’est donc pas demain la veille que la corruption politique disparaîtra d’un coup de baguette magique. Mais pour cela, il faut une prise de conscience de la population pour élire des députés qui se soucient réellement de leur population. Aussi, l’attrait du citoyen malien pour l’argent facile est l’une des raisons de la pérennisation de la corruption politique. La moralisation de la vie politique passe par la prise de conscience de la population et aussi le goût de l’effort pour gagner sa vie. Ce travail doit commencer dans les familles en amont avant qu’il soit un problème public.

■ Benbere



## Tentative de déstabilisation : Seyba Diarra au cachot !

**N**on contents du ridicule coup d'Etat de 2012 et tout le chaos dans lequel ils ont mis le pays, des amis du Général Amadou Haya Sanogo ont cru bon d'essayer de le refaire. Heureusement qu'un autre Général est là et ce dernier, comme toujours, veille au grain : Moussa Diawara. Il a mis le grappin sur les nostalgiques qui, désormais, méditent sur leur sort dans un lieu, pour l'instant, tenu secret. Tout était quasi fin prêt et les auteurs n'attendaient que le moment opportun, à savoir l'après premier tour des élections législatives, pour passer, comme nous l'a confié une de nos sources, «aux choses sérieuses».

Le lieutenant Soyiba Diarra et ses hommes qui se réunissaient, régulièrement, à N'Tomikoro-bougou, chez un policier du nom de Mamadou N'Tji Traoré, croyaient avoir tout planifié et n'attendaient que de supposées contestations liées à la mauvaise organisation de l'élection des députés et la propagation de la pandémie à Covid-19 pour passer à l'acte.

Ils attendaient, patiemment, quand les fuites vinrent de leur propre camp. Un membre de la famille de Soyiba a «trop parlé». Une dame pour

qui les choses étaient inévitables et qui devenait impatiente de goûter aux délices du «futur nouveau pouvoir» dans lequel elle devait occuper une position majeure.

Tous avaient ignoré la vigilance et la veille des services de la sécurité d'Etat qui disposent de professionnels, quotidiennement, dédiés à la tâche de la préservation de la quiétude des Maliens et de la stabilité de nos institutions. Une nouvelle fois, ils ont évité au pays le chaos dont personne ne pouvait imaginer la portée et les conséquences.

Grâce à eux donc, aujourd'hui, le lieutenant Soyiba Diarra, un certain capitaine Bengaly (exerçant à l'aéroport lors du coup d'Etat de 2012) et un certain Dian Bagayoko seraient mis aux arrêts et seraient gardés dans un lieu tenu secret (on parle des locaux de la Sécurité d'Etat).

Les recherches et les enquêtes se poursuivent pour mettre le grappin sur d'autres militaires et certains leaders politiques. Pour ce qui concerne les porteurs d'uniforme, un certain Mamadou N'Tji Traoré, policier de son état, très proche d'Amadou Haya Sanogo, serait vivement

recherché. Il serait en fuite et soupçonné d'avoir irrégulièrement traversé la frontière pour un pays limitrophe.

En plus de ce dernier et d'autres porteurs d'uniforme, on soupçonne, également, fortement, certains leaders politiques et de la société civile d'avoir été impliqués (ou d'être au courant) de cette tentative de putsch.

Des responsables politiques seraient, d'ores et déjà, dans le collimateur du Général Moussa Diawara et ses hommes décidés à mettre sous les verrous tous ceux qui seraient impliqués d'une manière ou d'une autre à une opération de déstabilisation qui était vue par ses auteurs comme l'occasion pour prendre «leur revanche sur le président de la République et toutes les autres institutions en place».

Ce qu'ils préparaient, selon nos sources, était très grave. Ils projetaient d'éliminer physiquement tous ceux qui occupent certains postes de responsabilités et mettre fin à la marche de toutes les institutions, mettre en place une transition avec certains leaders politiques.

À présent, le dossier avance au niveau des services compétents, Soyiba (ou Seyba) commencerait, dit-on, à parler et des noms commencent à être cités. "

À suivre

■ Mekan Koné





## Enfants talibés : Une maltraitance sous le couvert de la religion



**D**ifficile de connaître leur nombre avec exactitude, mais ils ne seraient pas moins de 60 000 enfants talibés âgés entre 5 et 15 ans à être exploités dans tout le Mali. Condamnés à la mendicité, ils rapporteraient 2 millions de FCFA par an à leurs bourreaux, selon des ONG qui luttent pour la cause de ces enfants.

Au Mali, les daaras sont des écoles coraniques où des aspirants, de jeunes enfants appelés les

talibés, sont mis à disposition d'un maître spirituel pour leur éducation « spirituelle et morale ». Pour certains marabouts, c'est une manne financière importante.

« Forcés à mendier dans les rues pour recueillir des « aumônes, très peu sont ceux qui reçoivent des soins de santé ou la moindre éducation en dehors de la mémorisation du Coran. Les leçons sont ponctuées de châtiments corporels et si les élèves ne parviennent pas à rapporter leur

quota journalier d'argent, généralement fixé entre 500 et 2 000 francs CFA, ils sont humiliés, enchaînés ou battus, parfois à mort par le maître », affirme Djénébou Telly.

Djénébou Telly appelle les autorités à prendre des mesures adéquates pour mettre fin au phénomène de mendicité dans notre pays. « Vu que les mendiants sont déployés dans toutes les communes de la capitale, dans les régions et dans les cercles, il faudra intensifier les campagnes de sensibilisation auprès des maîtres coraniques, afin qu'ils puissent respecter les droits de ces enfants ».

Pour le professeur Mahamane Sissoko, les organisations de protection des droits de l'homme doivent avoir plusieurs centres d'accueil pour des mendiants à Bamako et dans les autres localités du pays, ceci afin de protéger les talibés des souffrances qu'ils endurent à longueur de journée auprès de leur maître coranique. En plus de cela, avoir une politique sociale cohérente bien fondée afin de les intégrer dans des centres de rétention et de formation. Selon le Pr Sissoko : « Il faut obligatoirement mettre en œuvre des critères au préalable pour intégrer ces centres d'accueil. Aucune politique sociale ne peut réussir avec un « plan d'urgence » car le plan d'urgence est toujours voué à l'échec à long terme, donc il faut un « plan stratégique ». Il convient de rappeler que les mesures draconiennes doivent être prises pour endiguer ce phénomène qui fait des enfants talibés, cette couche rejetée et indigne de la société malienne.

■ Le Point Du Mali

An advertisement for PLANET Ananas beverage. It features three products: a large plastic bottle, a smaller plastic bottle, and a can, all with yellow liquid. The background is a vibrant yellow with water splashes. The PLANET logo is in the top right corner. The text reads: 'A base d'eau Supermont et de sucre Naturel'.

# Combat du FNDC, mesures sanitaires, violation des droits de l'Homme : Dr Faya livre sa part de vérité (interview)



**D**ans cette interview accordée à Guinée-news cette semaine, Dr Faya Millimono, président du Bloc Libéral (BL) s'exprime sur les mesures sanitaires contre le COVID-19, la suite du combat du Front national de défense de la Constitution et les violations des droits de l'homme dans le pays, notamment les tueries et arrestations arbitraires, devenu le lot quotidien des opposants au régime Alpha Condé. Lisez :

**GuinéeNews.org : Vous êtes le président du Bloc Libéral (BL) qui a été le premier parti politique guinéen à faire des propositions concrètes pour la lutte contre le COVID-19. Aujourd'hui quelle appréciation faites-vous des différentes mesures prises par le Président de la République ?**

**Dr Faya Millimono :** Comme vous l'avez dit, le 18 mars, le BL a fait la première déclaration concernant le COVID-19. Dans cette déclaration, nous interpellions les autorités de ce pays à prendre au sérieux la menace et à s'engager vers les mesures à prendre pour la protection du peuple de Guinée. Cet appel n'a pas été entendu ; parce qu'Alpha Condé a été lourd

pour aller de l'avant à cause de son coup d'Etat constitutionnel. Et je sais que ce jour-là, beaucoup de Guinéens ont été exposés à ce virus. On est revenu à la charge après, au moment où on commençait à voir les conséquences de ce qui s'est passé le 22 mars. On nous a parlé de 4 cas positifs à Conakry. En ce moment-là, tout semblait être localisé d'abord dans le périmètre de Conakry. Nous avons fait une autre déclaration dans laquelle, l'une des réclamations était de mettre Conakry en quarantaine. Ça, c'est protéger l'arrière-pays et lui permettre de gérer cette situation avec moins de risque. Nous avons également, dans cette autre déclaration, demandé d'autres mesures. Profiter d'une opportunité c'est agir à temps. Si vous agissez une minute avant, c'est trop tôt. Si vous agissez une minute après, c'est trop tard. Dans notre déclaration, nous invitons les autorités à décréter le 29 mars, la quarantaine de Conakry. Le Président de la République a agi 72 heures après qu'on ait identifié un cas à Fria, un à Kamsar, un à Labé, un à Kankan et un cas à Siguiré. Beaucoup de personnes contacts avaient déjà fait le chemin de l'intérieur d'où le risque aujourd'hui auquel toute la population guinéenne est exposée. Ça nous rappelle un peu l'amateurisme avec le-

quel Ebola a été géré dans ce pays. On a perdu des milliers de nos compatriotes. Il y a des familles entières qui ont été décimées. On est à peu près sur la même lancée. D'abord toutes les aides qu'on a eues à cette occasion, ceux qui ont géré la lutte contre le virus Ebola en ont fait un business. D'où, après que la maladie a été vaincue, ils ont provoqué un incendie dans leur bureau pour qu'aucune donnée ne soit disponible en cas d'audit. Les ordinateurs étaient brûlés, personne ne sait qui a donné tel montant, qui a géré, à quoi on l'a utilisé. Et, curieusement, c'est la même personne qu'Alpha Condé a choisie pour être encore monsieur No 1 dans la gestion du COVID-19. L'amateurisme continue. Et là, il faut réellement interpeller nos populations à adopter l'attitude de l'orphelin. L'orphelin, c'est celui qui apprend tout quand les enfants qui ont leurs parents vivants bénéficient de l'enseignement de ces derniers. Puisque cet enseignement ne lui est pas destiné, l'orphelin l'écoute et il le pratique. Aujourd'hui, la Guinée est orpheline. Il faut que nous écoutions les parents des autres. Quand en Côte d'Ivoire on prend des mesures qui s'avèrent efficaces, utilisons-les comme si nous étions Ivoiriens. Puisque les réseaux sociaux nous permettent aujourd'hui de vivre en temps réel ce qui se fait en Côte d'Ivoire, au Sénégal, en France ou ailleurs, comportons-nous comme l'orphelin. Le reste, Dieu va nous aider. Suivons à la lettre les mesures qui sont en train d'être conseillées par les papas et les mamans des autres.

**GuinéeNews.org : pourtant, le Président de la République a pris un décret dans ce sens...**

**Dr Faya Millimono :** à cause de la pandémie, Alpha a pris un décret pour limiter le nombre de passagers dans les taxis et les bus. C'est beau de le dire. On sait que le transport est un secteur névralgique. Les Guinéens sont en train de vivre dans la pauvreté quotidienne.

Donc le déplacement est un passage obligé. Demander que l'on ne prenne plus six personnes dans un taxi, mais de prendre trois, c'est une bonne chose. Mais ce que le Président lui-même ne sait pas, c'est que ce sont les trois personnes qui payent pour les six personnes. Parce que dès lors que la mesure a été annoncée, partout, sur tous les tronçons, le transport a doublé. Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire ? Nous savons qu'Alpha et son équipe nous volent déjà beaucoup d'argent depuis quelque temps. Nous sommes tous d'accord que le prix du carburant flotte en fonction du prix du baril sur le marché international. Le baril était allé jusqu'à 150 dollars. Je me rappelle qu'au moment où le carburant se vendait à 10 000 FG, c'est au moment où nous étions autour de 67 à 70 dollars le baril. Au moment où nous parlons, le baril se négocie autour de 20 dollars. Ce qui veut dire que c'est moins du tiers de ce que le baril coûtait au moment où le prix du carburant a été fixé à 10 000 FG. Dans un pays où les dirigeants ont le sens de la pitié pour leur peuple, le sens humain dans son expression simple, on aurait vu le gouvernement penser réduire jusqu'à 4 000 FG le litre de carburant à la pompe. Dans tous les cas, il n'aurait rien à perdre, il gagnerait autant qu'il gagnait au moment où le baril était à 70 dollars et le carburant à 10 000 FG. Mais aujourd'hui, on est en train de s'enrichir sur le dos du contribuable guinéen. Alpha Condé est arrivé au pouvoir, il cite comme élément de son bilan le fait qu'il nous ait conduit au PPTE. La dette extérieure à l'époque était autour de 3 milliards. Donc le PPTE, effectivement, a permis l'effacement de 2 milliards environ. Donc il restait autour d'un milliard la dette extérieure de la Guinée. Mais après 9 ans d'Alpha Condé, on est à plus de 4 milliards. Ça veut dire qu'en 9 ans, on a endetté la Guinée autant qu'elle a été endettée pendant plus de 50 ans. Malheureusement, on ne voit pas les traces. Si vous regardez les routes, vous ne voyez pas là où l'argent a été utilisé. Si vous regardez les hôpitaux, vous ne trouvez pas, les écoles, même chose. Où est-ce que cet argent est parti ? Depuis l'arrivée d'Alpha, il veut faire de la Guinée le plus grand producteur de bauxite au monde. On était à environ 12 millions de tonnes qu'on exportait par an. Aujourd'hui nous sommes au-dessus de 100 millions de tonnes qu'on exporte par an. Mais quel est le revenu de tout ça, où est-ce que ça va, c'est utilisé à

quoi ? Il y a des questions que l'on doit se poser. Au plus fort de son coup d'Etat constitutionnel, de peur qu'un militaire ne s'empare du pouvoir, il a décidé de faire une augmentation du salaire de tous les militaires de 20% parce qu'ils ont des armes à feu. Pendant que les enseignants sont en train de se battre depuis plus de deux ans pour avoir un salaire décent. Nous vivons l'économie de la connaissance. C'est par l'efficacité de nos enseignants que notre futur sera meilleur.

**GuinéeNews.org : le BL est membre du FNDC dont l'objectif, comme son nom l'indique, était défendre l'ancienne constitution. Aujourd'hui, malgré vos manifestations et les violences ayant entraîné des morts, le double scrutin du 22 mars s'est tenu, les résultats ont été proclamés, la nouvelle Constitution est adoptée. Que reste-t-il à faire du côté du FNDC ?**

**Dr Faya Millimono :** D'abord il faut corriger quelque chose. Souvent, les journalistes me posent la question sur l'après élection. Il n'y a pas eu d'élection, parce que les mots ont un sens. Nous avions dit que nous empêcherions les élections, nous avons effectivement empêché les élections. Tout le monde sait que ce qu'on a sorti-là, c'est de l'ordinateur que c'est sorti, ça ne reflète aucune réalité de ce qui s'est fait le 22 mars. Donc ce n'est pas une élection. C'est une mascarade. Comme le FNDC l'a dit, nous ne reconnaissons pas et nous ne reconnaitrons pas ce qui est sorti de ce machin qu'on appelle double scrutin. Aujourd'hui, c'est une question de responsabilité. On ne peut pas demander aux Guinéens de sortir dans la rue. C'est la santé des Guinéens qui est notre priorité aujourd'hui, mais le combat va continuer. D'ailleurs, toute la communauté internationale est unanime à reconnaître que ce qui s'est passé n'a aucune crédibilité. On a vu le ministre des Affaires étrangères guinéen convoquer l'Ambassadeur de France pour protester. Mais non, au lieu d'aller protester devant l'Ambassadeur de France, il devait comprendre que nous sommes dans une République qui a une constitution, qui a des lois. Et que tout ce qu'on fait devait tenir compte des dispositions légales. Tout est fait dans l'illegalité la plus parfaite. Et donc la conclusion c'est que c'est un machin qui n'a aucune va-

leur. Pour nous, il ne faut même pas parler d'élection. J'ai vu sur les réseaux sociaux les gens qui appellent les prétendus députés, les députés COVID-19-22. Tel que nous prions pour que ce virus soit vaincu, ils s'en iront en même temps. Parce que dès que le coronavirus va disparaître, personne n'osera lever le petit doigt pour dire qu'il est le représentant du peuple.

**GuinéeNews.org : parlons des droits de l'homme en Guinée. Récemment, on est venu larguer à Kagbèlen, dit-on, de jeunes gens qui étaient détenus au camp de Soronkoni. Un autre groupe de détenus venant du même camp auraient été déferés à la Maison centrale de Conakry. Qu'en dites-vous ?**

**Dr Faya Millimono :** Nous avons dénoncé ça. On a dénoncé le terrorisme d'Etat dans notre pays. Beaucoup de personnes disparaissaient. On a émis l'hypothèse que ces personnes étaient en train d'être torturées à Soronkoni. C'est-à-dire que si Sékou Touré a eu la célèbre prison de camp Boiron, Alpha a la célèbre prison de Soronkoni. Ça montre en quoi il a pris la Guinée là où Sékou Touré l'a laissée. Il faut redouter qu'il y ait beaucoup d'autres personnes qui manquent à l'appel. Parce que parmi ceux qui ont été arrêtés et conduits à Soronkoni, l'hypothèse plausible est que certains ont été tués sous la torture. Ce n'est pas pour rien que le FNDC demande une enquête indépendante conduite par des experts étrangers pour faire la lumière sur tout le terrorisme qui a coûté la vie à tant de Guinéens. Il y a effectivement 43 personnes qu'on est venu débarquer quelque part dans les environs de Conakry. Il y en a qu'on a pris directement pour la Maison centrale, mais il y en a d'autres qui n'ont pas encore répondu à l'appel. Ça, c'est une page noire de ce que nous sommes en train de vivre. On connaît déjà combien de personnes ont été tuées à Conakry par balle. J'ai lu le rapport d'Amnesty international qui a donné des éléments probants. Le message qu'il faut envoyer à nos forces de défense et de sécurité, votre image est en train d'être souillée. Les gens sont en train d'utiliser des milices qu'on fait passer pour des Gendarmes, pour des Policiers, en train de commettre des crimes. Si vous ne faites rien pour laver votre image, il s'agit de dire clairement en tant que

policiers professionnels de ce pays, nous ne sommes pas partie prenante de ce genre de choses. Mas tout le monde se tait là-dessus et donc on assume que c'est la Police et la Gendarmerie guinéennes qui ont été capables de le faire. C'est extrêmement important. Nous voyons et c'est sous vos yeux que des milices Dozos opèrent. Les Dozos, ce sont des chasseurs traditionnels. Je l'ai toujours dit, je suis issu d'une famille de chasseurs. Ce sont des gens très respectés. Mais c'est en brousse qu'on va à la chasse et c'est là qu'on trouve des biches, les antilopes et les agoutis. Il n'y en a pas dans les rues d'une ville. Quand on est chasseur et qu'on se retrouve avec les armes, les amulettes et autres dans les rues, on est criminel, on n'est pas chasseur. Nous, nous sommes des fils de chasseurs, nous défendons l'intégrité de cette confrérie. Aujourd'hui on est en train d'utiliser les chasseurs. Pour ce machin qu'on appelle scrutin, on a vu en Forêt, des Dozos qui étaient la force de sécurisation du vote. Est-ce que ça étonne qu'on ait connu des fosses communes à N'Zérékoré ? Non ! A N'Zérékoré, ce qui s'est passé, c'est encore une page plus noire. Personne ne peut vous dire combien de personnes ont été exactement massacrées à N'Zérékoré. Et ça continue encore. Parce que nous avons des éléments sonores, des déclarations que certaines autorités sont en train de faire de village en village. Il faut qu'il y ait une enquête, il faut que tous ceux qui sont en train de participer à cela soient identifiés et traduits en justice. Parmi eux nous connaissons certains qui sont en train d'allumer le feu. Il faut que l'enquête permette de mettre la main sur eux, les traduire en justice et les condamner.

**GuinéeNews.org : les affrontements à N'Zérékoré sont devenus récurrents. Certains pensent que le bât blesse au niveau du règlement de ces conflits. Partagez-vous cet avis ?**

**Dr Faya Millimono :** Je crois que lorsqu'on fait de l'impunité une méthode de gouvernance, on répète l'erreur. Tant que la justice ne sera pas faite, nous continuerons à vivre des drames de ce genre. Je crois, dans un article que j'ai lu, on dit qu'en 28 ans, il y a eu au moins neuf affrontements à N'Zérékoré. Et à chaque fois, ce sont des innocents qui perdent la vie. Il faut que tous ceux qui, de près

ou de loin, sont impliqués dans ces manipulations soient identifiés et extraits parmi nous. Il y a un acte qui a été posé par Alpha Condé, qui prouve clairement que ce qui s'est produit était prémédité. Certains fils de la Forêt y étaient en campagne électorale et certains ont participé à ces manipulations. Je parlerai de deux qui sont tous des hommes en uniforme. Pivi et Tiégboro étaient en Forêt pour la promotion du 3ème mandat. Il y a eu affrontements et ces affrontements étaient principalement entre nos frères Konians et nos frères Kpèlès. Nous savons le lien des deux personnages avec les deux communautés. Pourquoi Alpha Condé a-t-il demandé à Pivi de quitter-là sans demander la même chose à Tiégboro ? C'est une question de bon sens. Si je suis juge, on ne peut pas me dire de juger mon fils. Je dois me récuser. On peut demander à Pivi et à Tiégboro d'aller, chacun, apporter à consolider la paix. Mais au moment où il y a affrontements, les deux sur le terrain, chacun peut prendre position en faveur du groupe auquel il appartient. Pourquoi enlever l'un et garder l'autre ? C'est une question que l'on doit se poser. Je suis pour qu'on ramène tous les deux à Conakry en appelant au calme et maîtriser la situation. Cette situation est en train de continuer à cause de la présence à N'Zérékoré de Tiégboro. Nous sommes en train de recevoir des éléments sonores de toutes les déclarations qu'ils sont en train de faire village après village. On menace dans certains villages de faire ce qu'on a fait à Womey. On a des éléments sonores. C'est pourquoi nous demandons à la communauté internationale d'intervenir. Il y a eu beaucoup de morts. Quand on est face à un crime, la première question qu'un bon policier doit se poser, c'est à qui a profité le crime. Qui avait intérêt à N'Zérékoré qu'on ne connaisse pas les noms de ceux qui ont été tués, qu'on ne connaisse pas les identités des personnes qui ont été tuées et à les enterrer nuitamment ? C'est Alpha et la bande de criminels autour de lui. Il faut que cela soit éclairci. Parce que nous voulons une Guinée paisible. Nous sommes de ceux qui croient que c'est ensemble dans la paix que nous pouvons construire ce pays et en faire un paradis. Les ressources sont suffisantes pour cela. Il faut qu'on arrive à extraire parmi nous ceux qui ne savent que cultiver la haine entre nous. Il faut qu'on sorte de la Forêt des milices qu'on appelle Dozos, il faut qu'on

démantèle et qu'on désarme l'ULIMO. L'histoire de l'ULIMO est suffisamment documentée. Ça sera les passages obligés pour construire une véritable paix. Quelque chose qui a été un espoir, quand on appelait les gens au calme, il y a eu des témoignages où dans certains quartiers à N'Zérékoré, Konians et Kpèlès ont dit à tous ceux qui amenaient la violence arrêtez-vous là-bas, ici, nous vivons en paix. Donc aujourd'hui, il faut que nous déclarions la guerre à ceux qui empêchent l'unité dans le pays. Tant aussi longtemps que la justice ne sera pas faite, nous sommes en train de renvoyer à demain les affrontements.

**GuinéeNews.org : vous accusez deux hauts gradés de l'armée, mais il se trouve qu'il y a aussi des hauts fonctionnaires d'Etat qui y étaient, semble-t-il, au moment des faits...**

**Dr Faya Millimono :** Bien entendu, beaucoup de ministres. Vous n'avez d'ailleurs entendu aucun d'entre eux dire un mot. Les gens de CODENOC, en fait c'est le génie de nos frères ministres qui ont élu domicile là-bas. Il fallait que ce projet passe coûte que coûte quitte à marcher sur les cadavres de leurs frères. Ils sont là-bas, nous n'avons encore entendu personne. Si vous faites des enquêtes, vous trouverez que chacun d'eux a joué un rôle là-dans. Papa Koly est là-bas, quel rôle a-t-il joué ? Le ministre Rémy était là-bas. C'est à cause de la pandémie qu'il est revenu à Conakry. On ne l'a pas encore entendu s'exprimer sur ça. L'ancien ministre de la Santé, Gnakoye Lamah est aussi là-bas. Notre frère, celui que je respecte beaucoup jusqu'à ce qu'il ait fait son écrit éminemment professionnel, Me Zogbèlémou était là-bas. Quel est le rôle qu'ils ont joué ? C'est au su de tous ces gens-là que des fosses communes ont été creusées pour enterrer des gens. Il faut que tout cela soit élucidé et qu'on sache qui a fait quoi. En tout cas, c'est une enquête indépendante qui peut les blanchir. On aurait dû, pour prendre des mesures, envoyer des gens pour mettre fin aux actions des milices sur le terrain et enlever tous les fils en arme qui pourraient prendre position dans les coulisses au profit d'un camp et au détriment d'un autre ; parce que nous voulons la paix.

■ **Tamba CAMARA**

# Coronavirus en France : Castaner évoque des "erreurs d'interprétation", Macron en réflexion pour la suite

## Comment Emmanuel Macron prépare-t-il sa prochaine allocution ?

Initialement annoncée pour ce jeudi soir dans la presse, la quatrième allocution d'Emmanuel Macron sur le coronavirus aura finalement lieu lundi soir prochain, peu après 20 heures. D'ici là, le chef de l'Etat va minutieusement préparer son discours et pour cela, une série de consultations s'annonce. Emmanuel Macron, pour affiner sa réflexion sur ses décisions, va s'entretenir avec "un grand nombre d'acteurs publics et privés, français européens et internationaux, afin d'échanger avec eux sur les grands enjeux relatifs au Covid-19 et de préparer les décisions qui seront annoncées lundi aux Français", a précisé l'Elysée. Sur l'antenne de France Info ce matin, Sibeth Ndiaye a indiqué qu'Emmanuel Macron "aura à coeur de rappeler les enjeux de la crise que nous sommes en train de vivre et qui n'est pas derrière nous" lors de son allocution.

## Que retenir de l'audition de Christophe Castaner ?

Lors de son audition en visioconférence, ce mercredi devant la mission parlementaire de l'Assemblée sur l'épidémie de Covid-19, Christophe Castaner a reconnu des "erreurs d'interprétation" lors des contrôles et des verbalisations prononcées par les forces de l'ordre depuis la mise en place du confinement. Le ministre de l'Intérieur a toutefois relevé "très peu de retours d'anomalies graves". Selon les chiffres de la place Beauvau, plus de 568 000 PV ont été dressés lors de 9,5 millions de contrôles à travers la France. Par ailleurs, Christophe Castaner a déclaré vouloir que le Covid-19 soit considéré comme maladie professionnelle pour les policiers. Concernant les masques, le ministre a fait savoir que 40 millions de pièces avaient été commandés par l'Intérieur et que "d'ici le 26 avril, 14 millions de masques devraient être livrés". A ce jour,



a-t-il précisé, "3,6 millions de masques" ont été livrés place Beauvau.

## Quelles sont les infos à retenir de ce jeudi 9 avril ?

Macron. Le chef de l'Etat s'est rendu ce jeudi à la mi-journée au centre hospitalier du Kremlin-Bicêtre pour y rencontrer le personnel soignant et faire un point sur les traitements contre le coronavirus.

Confinement. Le prolongement du confinement au-delà du 15 avril a été confirmé par l'Elysée mercredi soir, sans qu'une nouvelle date ne soit annoncée.

Chômage partiel. Ce jeudi matin, la ministre du Travail a fait un nouveau point sur le chômage partiel. Selon les chiffres de Muriel Pénicaud, interrogée sur BFM TV, "6,9 millions de salariés sont protégés par le chômage partiel et ça concerne 628 000 entreprises". Cette dernière explique également que les salariés ayant démissionné juste avant le confinement lié au coronavirus parce qu'ils avaient une promesse d'emploi pourront bénéficier de l'assurance chômage. Par ailleurs, la ministre a indiqué que l'ensemble du dispositif devrait coûter environ 20 milliards d'euros à l'Etat.

Une "accalmie" dans le Grand Est. Le président LR de la région Grand Est, Jean Rottner, évoque une "accalmie" dans sa région plutôt qu'un ralentissement du nombre d'admissions dans les services de réanimation sur l'antenne de BFM TV. Des Français bloqués en Equateur.

À la suite d'une avarie de leur avion, plus d'une centaine de Français sont bloqués à Guayaquil, épice de la pandémie de coronavirus en Equateur. Plus de bureaux de Poste ouverts ? Le PDG de La Poste, Philippe Wahl, souhaite d'ici la fin du mois l'ouverture de 5 000 bureaux de poste dans un entretien sur Europe 1.

## Quel est le dernier bilan du coronavirus en France ?

Jérôme Salomon, le directeur général de la Santé, a effectué son point quotidien de situation et communiqué le dernier bilan du coronavirus en France. Voici tous les chiffres en détail du mercredi 8 avril au soir, qui ont la particularité de ne pas prendre en compte les Ehpad. Un problème technique a en effet empêché ce mercredi la remontée des données des établissements médico-sociaux :

112 950 cas au total, soit 3 881 de plus en 24 heures (hors Ehpad).

10 869 décès, soit 541 de plus en 24 heures à l'hôpital (hors Ehpad).

7 632 décès à l'hôpital, soit 541 de plus en 24 heures

30 375 hospitalisations en cours, soit 348 de plus en 24 heures.

7148 personnes en réanimation, soit 17 de plus en 24 heures.

21 254 personnes guéries, soit 1 917 de plus en 24 heures.



## Libéré de prison : Ronaldinho pourrait disparaître ... de FIFA 20

**L**e monde du sport est impitoyable. Et ne pardonne pas la moindre sortie de route. Encore moins quand il s'agit d'un homme qui vient de passer un mois en prison. Du côté de EA Sports et de Fifa 20, on ne lésine pas avec l'éthique. Incarcéré au Paraguay depuis plus d'un mois et assigné à résidence mardi après décision de justice, Ronaldinho pourrait disparaître des radars du célèbre jeu de football. C'est en tout cas ce qu'annonce le média argentin, Olé. La firme américaine envisage de retirer les quatre « icônes » du Brésilien, star du foot mondial avec le Paris SG, Barcelone et

la sélection dans les années 2000. Une sanction qui ne devrait pas émouvoir l'ancienne idole du Parc des Princes, tant ses démêlés avec la justice ont accaparé son quotidien ces dernières semaines. Cette décision, si elle est officialisée par EA Sports, ne manquera de toucher les fans de « Ronnie ». Pour rappel, la firme US avait déjà procédé de la même façon avec Marco van Basten suite à ses allusions sur le nazisme. Ronaldo de Assis Moreira, dit Ronaldinho, et son frère Roberto ont été arrêtés le 6 mars à Asuncion, accusés d'être entrés au Paraguay en possession de

faux passeports. Les deux hommes étaient arrivés deux jours auparavant dans la capitale paraguayenne pour faire la promotion d'un livre et participer à diverses opérations de bienfaisance. Ils étaient depuis lors en détention provisoire dans un commissariat de police, où le Ballon d'or 2005 a fêté ses 40 ans le 21 mars.

La justice brésilienne avait privé Ronaldinho de passeport fin 2018, à la suite de sa condamnation à une amende de 2,5 millions de dollars (environ 2,25 millions d'euros), qu'il n'avait pas payée, pour avoir construit une jetée sans autorisation au bord d'un lac dans une aire protégée. Il l'avait finalement récupéré en 2019 au terme d'un accord avec la justice, en contrepartie d'un versement de 6 millions de réais (1,1 million d'euros). Une quinzaine de personnes, dont des entrepreneurs, policiers et fonctionnaires, sont dans le collimateur de la justice paraguayenne dans le cadre de cette affaire.



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Pas de grand changement dans le domaine professionnel aujourd'hui. C'est ce que l'on appelle le calme plat. Si vous ressentez une petite lassitude vous en vahir, il ne tient qu'à vous de transformer tout ça. Avec un peu de motivation, tout ira mieux.

Vos finances ne font pas un grand bond en avant, mais vous avez une opportunité de gagner un peu plus d'argent. On vous fait une proposition, qu'il est difficile de refuser, si vous restez sur vos gardes, l'idée trotte sérieusement dans votre tête.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous vous montrez susceptible et épidermique au travail. Votre caractère bien trempé est mis en exergue, et vous parvenez difficilement à contenir les tensions intérieures que vous ressentez. Refrénez votre colère, au risque de décevoir certains.

Votre intelligence vous permet de réaliser de belles transactions financières, et c'est le cas encore aujourd'hui. Grâce à l'influence de Saturne, et malgré votre générosité, votre budget est parfaitement contrôlé, aucun débordement possible chez vous !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Côté boulot, vous devrez mettre le turbo. Saturne en Verseau vous offrira l'opportunité de réussir, d'atteindre un objectif, de réaliser une ambition. Vous aurez la possibilité d'élargir votre champ d'action sur des bases qui auront fait leurs preuves.

Au cas où vous auriez des problèmes, si une opportunité d'effectuer des heures supplémentaires se présente, réfléchissez bien avant de faire la fine bouche. Cela vaudra quand même le coup de faire des efforts pour être plus à l'aise financièrement.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Vous poursuivez votre route avec succès, cependant, un changement de hiérarchie pourrait vous amener à revoir vos priorités et votre méthode de travail. Cher Cancer, il ne faut pas voir la situation d'un oeil négatif, bien au contraire! Vos revenus font de grands bonds en avant, si vous aviez des projets (achat de voiture, de maison ou autres), la situation prend une tournure avantageuse. Aucun retard de paiement, tout est en ordre. Les bons plans affluent.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Ça chauffe au bureau, entre les retards de dossiers et les collègues de mauvaise humeur, il y a de l'ambiance. Les projets en attente redémarrent doucement, vous pourriez atteindre vos objectifs plus tôt que prévu. Une proposition vous surprend.

Il sera difficile d'échapper aux factures, aux impayés et à bien d'autres charges. Qu'à cela ne tienne, vous ne vous faites pas de bile pour autant, vous comptez sur votre bonne étoile, en espérant une petite rentrée d'argent rapide.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous êtes habituellement apprécié pour votre gentillesse et votre disponibilité, mais cette journée fait un peu exception. Votre communication est explosive, et entraîne des mauvaises relations avec les autres. Faites-vous discret, ne la ramenez pas trop !

Le carré Soleil/Jupiter pousse à l'exagération, essayez de rester dans la réserve. Votre comportement peut s'avérer déraisonnable, ne tirez pas trop sur votre porte-monnaie, lui aussi peut subir ces excès ! Ne dépensez pas plus que de raison, modérez-vous.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous ne vous attendez pas à cette prise soudaine de responsabilités, du moins pas si vite. Vous paniquerez à l'idée de ne pas faire votre job correctement. Mais vous vous en sortirez plutôt pas mal, mais accompagné de quelques sueurs bien froides.

Uranus dans votre secteur financier appuiera lourdement sur votre manière de gérer votre argent. Au cas où vous n'auriez pas compris son premier message ou pour vous tester, il vous renverra devant une situation comptable à régler dans l'instant.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vos projets prennent une tournure positive, c'est une journée avantageuse. Si vous êtes votre propre patron, vous faites tourner votre entreprise d'une main de maître. Il y a de fortes chances pour que votre portefeuille client s'élargisse.

Il se pourrait que vous ne soyez pas sûr de vos choix en ce qui concerne la gestion de vos finances. Peut-être avez-vous visé trop haut, mais l'essentiel c'est de redresser la barre sans attendre. Après l'heure c'est plus l'heure, il faut agir.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Les planètes vous obligent à sortir de votre zone de confort. Pourquoi ne pas monter votre propre entreprise ou bien démarrer un projet qui vous tient à coeur depuis un certain temps ? Veillez à bien cibler vos objectifs avant de vous lancer.

Aie ! Financièrement, le terrain est miné ! Vous avez sûrement trop dépensé d'argent ces dernières semaines, vos comptes tirent la sonnette d'alarme. Évitez également de prêter de l'argent, même à une personne que vous connaissez bien.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Il est possible que vous rencontriez l'âme soeur au sein du travail, et si c'est le cas, votre motivation s'en trouve renforcée ! Sinon, la loyauté dont vous faites preuve dans votre activité est appréciée de tous, et vous en êtes récompensé.

Vous pourriez rencontrer quelques soucis dans ce secteur. Le carré Mars/Uranus apporte une certaine difficulté à gérer votre énergie, et vous pourriez être poussé, inconsciemment, à faire des choses contre votre volonté ! Vous vous contrôlez difficilement.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Bien que dynamique et déterminé, vous devrez faire preuve de patience, d'organisation et ne pas précipiter les événements. Le moindre détail aura son importance, aussi devrez-vous vous montrer attentif, pour ne pas dire pointilleux dans votre travail.

Vous risquez fort de vous retrouver sur le fil du rasoir. Vous serez tenté de prendre pas mal de risques, avec l'espoir de gagner un maximum d'argent en un minimum de temps. Faites attention quand même à la casse en redoublant de vigilance.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Les prémisses d'un changement sont perceptibles, sauf qu'il faut encore améliorer vos performances. Vous êtes en progression, mais cela est-il suffisant ? Si vous envisagez de quitter votre poste actuel, des négociations devront alors s'engager.

C'est Jupiter qui donne le ton aujourd'hui, vos finances ne sont pas mirobolantes, vous avez besoin d'un petit coup de main pour redresser tout ça. Commencez par adopter une gestion minutieuse, vous n'avez pas énormément de solutions. Agissez vite.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**